

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MERCREDI 16 JANVIER — No 9 (Nouvelle série)

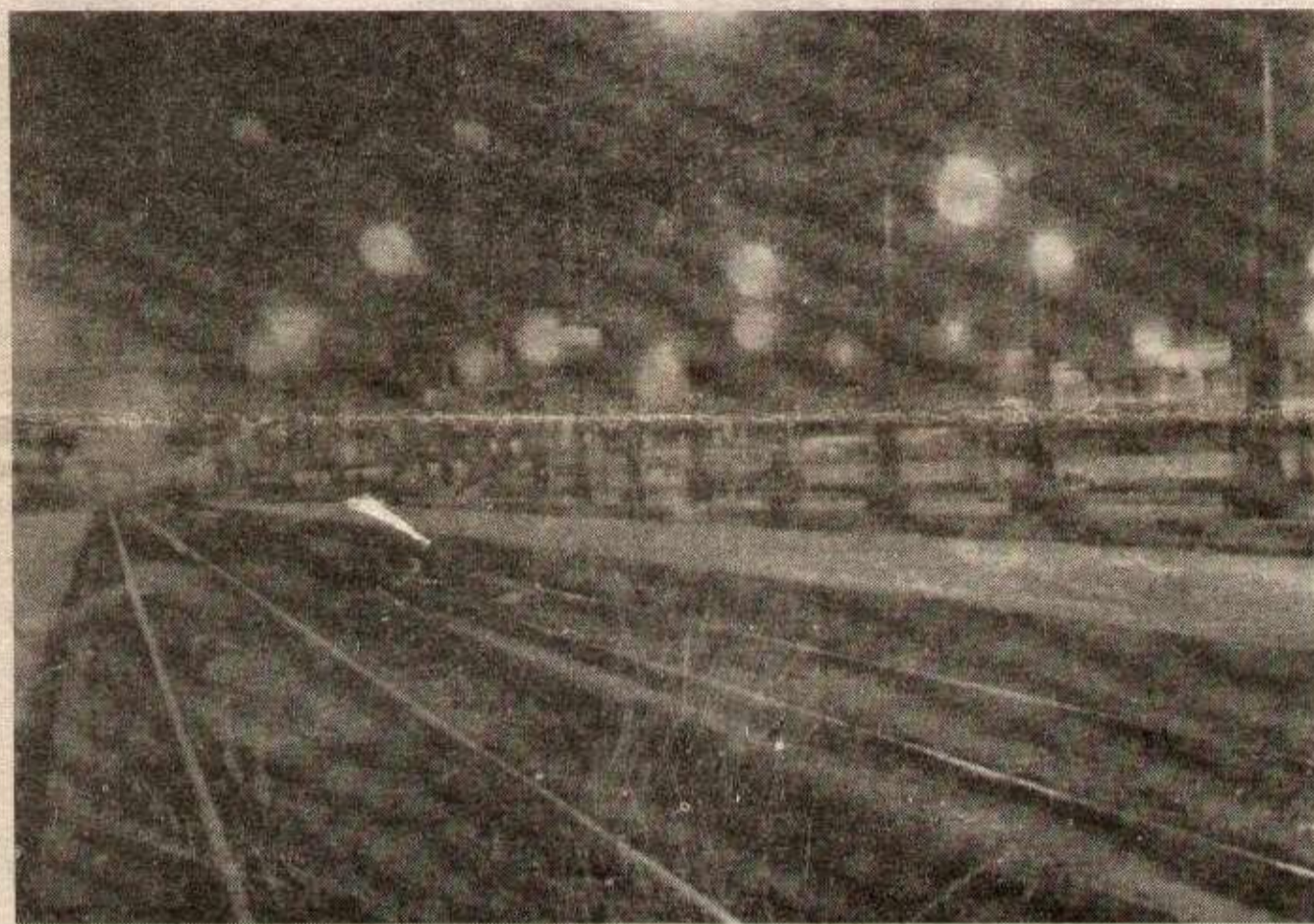
Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Les cheminots massivement dans l'action

La CGT et la CFDT reconduisent le mouvement pour 24 heures



Voir page 5

L'intervention soviétique en Afghanistan condamnée par l'ONU

- 104 pays votent une motion exigeant «le retrait immédiat, inconditionnel et total des forces étrangères d'Afghanistan»
- L'armée soviétique installe de nombreuses bases d'agression sur tout le territoire

Dans la nuit de lundi à mardi, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté par 104 voix pour, 18 contre et 18 abstentions, une résolution demandant «le retrait immédiat, inconditionnel et total des forces étrangères d'Afghanistan». Résolution qui ne fait pas mention explicitement de l'URSS, mais qui n'en témoigne pas moins de la très large réprobation et condamnation internationale de l'invasion soviétique.

Cette réunion en session extraordinaire avait été convoquée par le Conseil de Sécurité (par 11 voix contre deux). Au Conseil de Sécurité, l'URSS pouvait faire jouer son droit de veto ce qui n'est pas le cas pour l'Assemblée générale. Par contre le Conseil de Sécurité peut prendre des sanctions, mais pas l'Assemblée générale.

Pendant ce temps, les troupes d'invasion conti-

nent d'affluer. Dix bases soviétiques sont installées dans la périphérie de Kaboul ; des radars, des batteries anti-aériennes et des pièces d'artillerie installées sur la route de Jalalabad à la frontière pakistanaise. La route du nord, qui va vers l'URSS, est — selon des témoins — encore plus gardée ! D'autre part, cinq aéroports sont construits par les Soviétiques dans l'ensemble du pays, dont deux

dans le Sud, c'est-à-dire très près du Golfe qui n'est qu'à vingt minutes de vol.

Ces faits peuvent, pour le moins, faire douter que le social-impérialisme russe évacue l'Afghanistan de si tôt. Ceci témoigne également de la fragilité d'un pouvoir importé de Moscou et qui ne tiendrait pas longtemps sans la terrible armada militaire de ses «protecteurs».

Le PCF et l'URSS : l'équation de Kaboul

« Suicidaire », « aligné », les commentaires sont nombreux pour caractériser le choix effectué par les dirigeants du PCF dans l'affaire afghane.

Les réponses simplistes ou fantaisistes ne manquent pas. Cependant, la question mérite d'être posée : Quels sont les mobiles qui ont inspiré Marchais dans ses prises de position tonitruantes ?

Lire en page 4

Grève générale en Italie

Les syndicats italiens CGIL, CISL, UIL ont lancé pour mardi 15 janvier un mot d'ordre de grève générale, qui devrait être largement suivi. Les revendications, qui sont à l'origine de ce mouvement, sont sensiblement les mêmes que celles de la grève générale du 21 novembre 1979. Elles concernent notamment le chômage, les allocations familiales, le décalage entre le sud et le nord du pays.

Toutefois, selon la CGIL, la grève prend cette fois un sens nettement plus politique sur l'« incapacité du gouvernement » à faire face à la situation alarmante du pays. Les trois grandes centrales syndicales se seraient prononcées pour une « direction politique de solidarité nationale ».

Echec au 3e pacte national pour l'emploi

Lire en page 7

Talbot réduit les horaires de travail

Lire en page 3

Lire en page 8 la suite du reportage sur l'Afghanistan :

— Les conseillers russes dans une brigade

— Témoignage sur les bombardements soviétiques

Angers : étudiants expulsés, riposte immédiate et massive

Lundi 7 janvier, un étudiant étranger a reçu « l'ordre » de la préfecture de quitter la France avant mercredi minuit. Les motifs invoqués sont les suivants : « ressources insuffisantes » (aux yeux de la police) ; motif non prouvé et faux. « Échec universitaire précédent » : la police serait-elle meilleure juge que l'université qui lui a accordé l'inscription ?

Mardi, un second étudiant régulièrement inscrit, est sommé de quitter la France avant mardi 15 janvier, pour les mêmes motifs que le premier étudiant, sauf qu'en plus, on lui reproche de ne pas travailler tout en lui disant qu'il n'en a pas le droit...

A signaler aussi que d'autres cas d'expulsions (cinq au moins) vont avoir lieu dans les semaines à venir, pour des motifs tout aussi aberrants. De plus, cette année, la préfecture a refusé de délivrer à la majorité des étudiants étrangers leur carte de séjour (document qui leur permet de résider une année sur le territoire français).

A la place, elle a délivré des récépissés provisoires dont elle peut à chaque instant refuser le renouvellement pour n'importe quel motif comme cela vient de se produire.

LA MOBILISATION RAPIDE DES ÉTUDIANTS

Dès l'annonce des expulsions, la mobilisation fut immédiate. Une première manifestation rassemblera pas loin de 1 500 étudiants. Mercredi 9 janvier, tandis que dans les différentes UER (Unité d'enseignement et de recherche) la grève illimitée était votée. Devant l'intransigeance du préfet, le mouvement s'organise, des assemblées générales par UER permirent l'élection de comités de grève et d'un comité de coordination au niveau de l'ensemble des facultés ayant pour but de réfléchir à l'animation de la grève, aux actions à mener, surtout à l'élargissement de la lutte. C'est ainsi que dès vendredi matin, des groupes d'étudiants allèrent informer les plus importantes entreprises d'Angers pour demander le soutien des travailleurs.

PREMIÈRE RÉPONSE DU POUVOIR : LA RÉPRESSION

La deuxième manifestation du jeudi renforcera l'unité et la cohésion du mouvement qui furent mobilisés et scandèrent dans les rues d'Angers : « Non

aux expulsions d'étudiants étrangers », « Non au racisme légalisé », « Les récépissés au panier », « Des cartes de séjour ». Cette fois-ci, le préfet refusa catégoriquement de recevoir la délégation étudiante.

Après une heure d'attente, les étudiants décidèrent de briser le cordon d'agents de ville, pour aller devant la grille de la préfecture et insister pour être reçus. La réponse du préfet fut nette et précise : une charge de 150 gardes mobiles. La colère monta d'un coup chez les manifestants. Loin de baisser les bras devant la répression, le cortège reparti en ville informer la population avec le slogan suivant : « Angers dans la rue, les CRS ont matraqué ».

Une autre manifestation fut programmée pour le lendemain avec la participation ou plutôt le soutien de la CGT, de la CFDT et de la FEN, du PCF et du PS ; et puisque ceux-ci n'ont pratiquement pas mobilisé les entreprises, donc soutien plus que participation. Si la

préfecture comptait sur un essoufflement du mouvement pour le vendredi, elle en fut pour ses frais.

Ce sont donc 3 000 personnes qui se rassemblèrent devant la Bourse du travail, en majorité des étudiants, mais aussi des enseignants, et des lycéens. Le bruit courait que certains lycées avaient voté la grève à 16 heures pour la manifestation de 17 heures. Le mouvement se trouve donc à un tournant décisif. Après trois manifestations d'ampleur en trois jours, dont l'une soutenue par les organisations syndicales, le préfet reste sur ses positions. Nous avons donc interviewé un membre de la coordination interfacés et du comité de lutte pour l'abrogation de la circulaire Bonnet.



Manifestation des étudiants d'Angers devant la préfecture.

Interview d'un membre de la coordination inter-facultés

— Comment vois-tu la poursuite du mouvement ?

Je pense tout d'abord que les étudiants ont déjà pas mal de moyens pour continuer l'action : les différentes assemblées générales qui se sont tenues par fac ont montré la volonté de s'organiser, d'élire des représentants et de participer de manière active à la prise des décisions ; il n'y a qu'à rappeler les quatre assemblées générales qui se sont tenues en quatre jours, chaque soir entre mardi et vendredi, et qui étaient interfac. Elles ont rassemblé à chaque fois, 500 étudiants. Il y a une grande volonté des étudiants de prendre en main leur mouvement, surtout de l'élargir.

C'est ainsi qu'une coordination a été mise en place entre le mouvement étudiant et les organisations

syndicales pour qu'elles réfléchissent à l'action à venir. Les lycéens vont être aussi contactés. Il faut aussi noter la participation des grandes écoles et aussi de l'IUT, ce qui est nouveau.

Pour l'instant, ce qui fait la force du mouvement, c'est sa grande unité et diverses manœuvres de division ont été repoussées et cela en assemblée générale devant la grande masse des étudiants.

— D'où provient cette mobilisation ? Peut-on dire qu'elle est essentiellement ponctuelle ?

Non, cette mobilisation n'est pas ponctuelle. Un travail de sensibilisation a été mené depuis la rentrée par le comité de lutte pour l'abrogation de la circulaire Bonnet en expliquant la signification. En effet, cette circulaire n'est que l'applica-

tion aux étudiants de la politique anti-immigrés du gouvernement, au travers des lois Barre-Bonnet-Stoléru qui institue la répression politique et vise à mettre le chômage sur le dos des immigrés.

Le comité a donc tenu de nombreuses réunions élargies et un meeting qui a rassemblé une centaine de personnes le mois dernier. Tout cela dans le but d'opérer un regroupement de forces capables de s'opposer et de mobiliser sur les cas d'expulsion. C'est ce qui s'est donc passé pour les deux étudiants. Le comité a été contacté et c'est lui qui s'est chargé de la première mobilisation sur les facs.

— Dans les manifestations et les assemblées générales, on parle d'opérations coups de poings, d'actions efficaces. Le

mouvement va-t-il s'engager vers cette voie ?

Il est clair que face à l'intransigeance du préfet qui ne veut pas céder, on ne peut pas refaire une quatrième manifestation en ville comme les trois précédentes. Les étudiants veulent autre chose. L'occupation permanente de la présidence de l'université depuis une semaine est une action importante qu'il nous faut préserver face à la menace d'une intervention policière. Cette occupation gêne la préfecture puisque de nombreuses pressions ont été faites auprès du président de l'université pour qu'il demande son évacuation.

Il faut trouver de nouvelles actions, pour maintenir la mobilisation au niveau actuel, mais qui soient aussi efficaces et qui puissent permettre un élargissement de la lutte.

dossier

Les verriers du Nord contre Riboud : des années de lutte pour l'emploi (fin)

Ca s'est passé à Wingles

Wingles, commune de 10 000 habitants près de Lens, au cœur du bassin minier. Là aussi, BSN a joué la carte du « remodelage » des installations mais, pour pratiquer la coupe sombre dans les emplois ; Riboud s'est payé le luxe d'un artifice juridique.

DEUX USINES EN UNE

Le 1er janvier 1978, la direction annonçait, la bouche en cœur, la mise en route de la séparation juridique de l'établissement en deux parties : l'une BSN, Bousois-Souchon-Neuvesel, et l'autre Bousois-Société Anonyme (BSA). Ainsi la

moitié de l'usine (soit 350 emplois) est menacée de liquidation. La riposte est immédiate d'autant que trois ouvriers viennent déjà d'être licenciés. Les travailleurs à vrai dire s'attendaient à cela : en 1975 le four de verre à vitres avait été fermé et depuis lors le chômage partiel hantait l'usine (à la fin 1977 il y avait 8 heures de chômage partiel par semaine...).

Et ici, à Wingles, chacun se souvient de ce fameux 9 décembre 1977 qui avait vu défiler, fraternellement unis, 700 verriers venus de tout le pays. Il y avait ceux de BSA et

BSN de Reims, Marseille, Asnières, Vauche, Vayres, Bobigny, Gironcourt, Aniche, Bousois, Labegude, Givros, Rive de Gier... Pour l'occasion le curé de la commune avait fait sonner le tocsin. Cette marche des verriers sur Wingles révélait les grandes possibilités d'actions communes, de solidarité agissante prolongée. Mais la cible fixée aux manifestants — la nationalisation de BSN — ne pouvait que conduire les travailleurs des verreries à s'en remettre passivement au bulletin de vote de mars 1978 au lieu de compter avant tout sur leurs propres efforts, sur leur lutte, ainsi que l'indique toute l'ex-

périence du mouvement ouvrier.

UNE RIPOSTE DIFFICILE

Au début de juin 1978 la direction confirmera sa volonté de démanteler l'entreprise en fermant la moitié devenue « BSA ». Des débrayages d'une demi-heure par poste ont lieu chaque jour aux secteurs verre d'emballage puis aux secteurs thermique, recuit, caisseries-palettes. Mais l'échec de mars 1978, douloureusement ressenti, pèse comme une montagne sur les épaules de tous les verriers, et l'issue paraît bou-

chée. A la rentrée des congés annuels une pétition de solidarité lancée par la CGT rassemblera 4 000 signatures parmi la population de Wingles et de Meurchin. Mais cette forme d'action, déjà utilisée à Aniche trois mois plus tôt, n'est véritablement pas en mesure de remplacer le développement énergique de l'action massive des verriers, doublée par une solidarité des cités verrières. Après le « rallye » CGT du 7 octobre 1978 à Lille — organisé par l'UD-CGT du Nord — l'action des verriers va s'essouffler. Par des accords de reclassement (comme celui signé avec la société Reydel de Car-

vin pour l'embauche de 50 verriers licenciés), la direction de BSN développera la division en enterrant les dernières réactions.

Aujourd'hui l'usine de BSN-Wingles conserve 200 emplois. Mais jusqu'à quand ? Quoi qu'il en soit, le bilan ne doit-il pas aujourd'hui être tiré en ce qui concerne les formes de lutte mises en œuvre en 1977-78 ? Un homme averti en vaut deux, dit le proverbe et, sans nul doute, les verriers de Wingles auront à rassembler à nouveau leurs forces pour arrêter le bras des démolisseurs de l'emploi.

Rémi DAINVILLE

Iran : rejet des propositions d'« aide » soviétique

L'URSS, qui cherche à étendre son influence en Asie Centrale, a suggéré à l'Iran qu'elle pourrait lui apporter son aide, y compris militaire. Khomeiny a vertement répliqué à cette « suggestion » et l'a même qualifiée d'« injurieuse ». « Il faut, a-t-il indiqué, que l'Amérique criminelle et l'URSS sachent que nous résisterons de toutes nos forces à toute violation de l'intégrité de notre pays ». Les Soviétiques

avaient, dimanche, opposé au Conseil de Sécurité de l'ONU, leur veto empêchant ainsi l'application de la résolution américaine sur des sanctions à l'égard de l'Iran. Ils croyaient peut-être pouvoir en tirer une contre-partie. Le régime iranien a non seulement repoussé ce chantage, mais aussi réaffirmé sa condamnation de l'invasion et de l'occupation soviétique de l'Afghanistan. De son côté l'impérialisme

américain est décidé à appliquer des sanctions économiques vis-à-vis de l'Iran. Dix pays avaient voté la résolution (dont la France), contre deux (URSS et RDA). Le Bangladesh et le Mexique se sont abstenus. La Chine, qui a refusé de prendre part au vote, a expliqué que, en « raison de l'agression soviétique contre l'Afghanistan, le vote de sanctions contre l'Iran était dangereux, car il pouvait

permettre aux Soviétiques de se poser en défenseur du peuple iranien ».

Sur le plan intérieur, la situation est toujours tendue en Azerbaïdjan et au Balouchistan. Au Khouzistan, la minorité arabe s'oppose au régime de Téhéran et au Kurdistan se déroule une grève de la faim pour obtenir le départ des « gardiens de la révolution ».



Une campagne électorale s'est ouverte en Iran pour l'élection d'un président de la République. Ici, des jeunes soutenant la candidature de l'actuel ministre de l'Economie, Bani Sadr.

Ça va toujours mal pour les travailleurs chez Renault ou chez Talbot

Résultats inégaux pour les firmes de l'automobile. Renault annonçait hier une progression importante du nombre de voitures sorties en 1979, allant même jusqu'à dire, par la voix de son PDG Vernier-Paillez que le problème que rencontrerait la Régie en 1980 était plutôt de pouvoir produire un nombre suffisant de voitures. Précision importante : plus de la moitié des 1 900 000 voitures

sorties par Renault en 1979 sont allées pour l'exportation. Tout ceci n'empêche évidemment pas la direction de la Régie d'échafauder de multiples plans de restructuration et de démantèlement (par exemple à Billancourt) dont les travailleurs devront forcément supporter les conséquences, sous forme de mutations, déclassements, déqualifications, voire même licenciements.

Chez Talbot (ex - Simca-Chrysler), cela va mal. La direction annonce une baisse sensible des ventes. Pour faire face, elle a décidé de réduire les horaires de travail d'une heure et demie par jour du lundi au jeudi à compter du 21 janvier et ce, jusqu'en avril. De plus, les travailleurs de Talbot devront chômer 6 jours indemnisés seulement à 50 %. D'ores et déjà, les syndicats à l'exclusion bien entendu

de la CSL, ex-CFT) ont appelé les travailleurs à se mobiliser pour ne pas faire les frais des difficultés rencontrées par les capitalistes de Talbot.

En tous cas, un point commun à ces deux situations : des attaques importantes contre les travailleurs, contre leur emploi, leur pouvoir d'achat, leurs conditions de travail.

La « Pravda » attaque la presse yougoslave

Les prises de position de la Yougoslavie contre l'intervention soviétique en Afghanistan ne plaisent pas à Moscou. Comme il est quand même difficile de taxer le promoteur du mouvement des non-alignés d'« impérialiste » ou de « réactionnaire », la Pravda soviétique s'en prend violemment à la presse yougoslave qu'elle accuse de présenter « l'aide apportée à l'Afghanistan par l'URSS » comme une « ingérence » tandis que, écrit la Pravda, « l'ingérence réelle des forces impérialistes réactionnaires dans les affaires intérieures de l'Afghanistan est passée sous silence ».

Ce n'est pas la première fois que l'URSS attaque publiquement les positions indépendantes prises par la Yougoslavie. Lors de la visite du premier ministre chinois en Roumanie et en Yougoslavie, en 1978, la Pravda avait violemment critiqué les chefs d'Etat de ces deux pays.

4 mois : 100F ... 4mois : 100F ... 4mois : 100F ... 100F ... 4mois :

**Campagne de soutien au Quotidien du Peuple
Pour l'existence en France d'un quotidien communiste**

**ABONNEZ-VOUS,
FAITES DES ABONNES!
4 MOIS : 100F**

NOM (en majuscules) :

Prénom :

Adresse :

Cadeau choisi :

A retourner à : Le Quotidien du Peuple
BP 225 - 75927 PARIS Cedex 19
Crédit Lyonnais : Agence ZU 470 - Compte No 6685
CCP No 23 132 46 F - PARIS

En cadeau (au choix) :

- ~ Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine
- ~ Un livre de 80 pages :
« Munich 1938 : de la capitulation à la guerre »

Abonnement 1 an : 350F

4 mois : 100F ... 4 mois : 100F ... 4 mois : 100F ... 4 mois : 100F ... 4 mois : 100F ...

Mitterrand à Antenne 2 : amener le PCF à céder devant la réalité française

Invité lundi 15 janvier au soir de l'émission « Cartes sur table », sur Antenne 2, Mitterrand s'est surtout attaché à mieux préciser la position de la direction du PS sur la situation internationale et sur l'union de la gauche. Les deux thèmes sont d'ailleurs parfaitement liés, au vu de l'attitude qui est celle du PCF en ce moment.

Pour Mitterrand, si les dangers de guerre existent, c'est simplement parce qu'il arrive des moments « où la situation échappe aux responsables politiques ». Niant toute stratégie d'ensemble à l'URSS, il a dressé un portrait positif de Brejnev « dont la succession est ouverte comme le prouve l'affaire de l'Afghanistan ».

En ce qui concerne l'union de la gauche, Mitterrand a explicité la tactique du PS : « Il faut que le PS grandisse pour empêcher ce genre de manœuvre (la rupture de l'union décidée à Moscou) et amener la direction du PCF à céder devant la réalité française ». Enfin, c'était inévitable, le premier secrétaire du PS a dû aborder le problème de la candidature socialiste aux présidentielles. Tout en répétant que sa décision n'était pas prise, il a dressé un portrait type du candidat qui ressemble étrangement... au portrait de Mitterrand lui-même.

Sondages : le Rocard en hausse

A la bourse des sondages, « le Rocard » continue à bien se vendre, en ce mois de janvier. Le « baromètre Figaro-Sofres » lui accorde un gain de trois points, alors que Mauroy reste stationnaire ainsi que Marchais. Mitterrand, lui, gagne un point. A droite, tout le monde baisse, sauf Chirac, qui gagne quatre points, mais reste encore très loin de Simone Veil ou de Monique Pelletier. Toujours selon la Sofres, il ne s'est pas trouvé un seul sondé pour dire que l'action du gouvernement à propos du chômage était « très efficace ». Pour le Nouvel Observateur, cette fois-ci, la Sofres a effectué un autre sondage : il en ressort qu'en cas d'élections anticipées, 50 % des Français voteraient pour la gauche, mais 17 % ne savent pas ce qu'ils feraient. Par ailleurs, 39 % des sondés « souhaitent au fond d'eux-mêmes » que la gauche gagne, mais 26 % seulement y croient...

Ils en discutent encore !

Le saviez-vous ? Le budget de l'Etat pour 1980 n'existe toujours pas. Dans l'indifférence la plus générale, le petit jeu des procédures continue à l'Assemblée Nationale, désertée par le public, mais aussi par les députés eux-mêmes. Vendredi 11 janvier, la motion de censure déposée par le PCF n'a pas été adoptée, et donc la deuxième partie du budget (les dépenses) a été considérée comme « adoptée ». Maintenant, c'est le Sénat qui (re)-discute, avant que le texte ne (re)-vienne une dernière fois devant l'Assemblée Nationale...

Procès des 34 à Nantes : le tribunal se déclare incompetent

Trente-quatre personnes qui, qui avaient déchiré des registres d'utilité publique à propos de la centrale du Pellerin (dans un village proche du site), devaient passer en procès lundi 14 janvier à Nantes. Elles étaient accusées de destruction de documents administratifs. Le jugement était d'autant plus attendu que cinq per-sonnes avaient été condamnées en 1977 à des peines de prison ferme pour le même genre d'action à Couéron (et libérées après de multiples manifestations). Désaveu pour le parquet, le tribunal s'est déclaré incompetent.

Le PCF et l'URSS : l'équation de Kaboul

Sans doute ne faut-il voir « rien de stupéfiant dans un voyage du secrétaire général du Parti communiste français à Moscou », pour reprendre la formule utilisée par Leroy. Rien de stupéfiant, non plus, dans l'approbation de la politique étrangère de l'URSS par le PCF. Mais, tout de même ! Quand cette politique soviétique se traduit par l'engagement de six ou sept divisions, hors de ses frontières, dans une guerre locale qui n'a rien à envier à celles menées

par l'impérialisme US en Indochine ; quand la rencontre Marchais-Brejnev au Kremlin se situe précisément à ce moment là ; et que le tout donne lieu à une intervention télévisée en direct de Moscou au cours de laquelle le secrétaire général du PCF affirme de façon tonitruante son « identité de vue » avec ses hôtes ; il devient plus que légitime de s'interroger sur les conséquences et les mobiles d'un pareil choix.

Faut-il commencer par souligner qu'il y a visite et visite ? Juste avant le voyage de Moscou, il y eut celui — rapide — que Marchais effectua à Rome pour rencontrer Berlinguer.

Et à la discrétion — pour ne pas dire la gêne — italienne succéda la pompe soviétique. La chose passe d'autant moins inaperçue que cette rencontre au sommet vient après plus de cinq années pendant lesquelles le secrétaire général du PCF évita le contact direct avec son homologue du PCUS au point qu'il refusa d'assister personnellement aux congrès du parti de Brejnev.

« SOLIDARITE INTERNATIONALE »

Ce voyage, au cours duquel les deux parties se rencontrèrent par trois fois, se solda par la publication dans les organes centraux des deux partis d'un long communiqué commun, faisant état d'une large identité de vue concernant l'analyse de la situation internationale. Si ce communiqué est muet à propos de l'intervention soviétique en Afghanistan, Marchais fut lui extrêmement disert sur ce sujet dans son interview à TF1.

C'est d'un soutien sans restriction qu'il gratifie l'action des troupes soviétiques, qualifiée d'acte de « solidarité internationale ». « Si par malheur », déclare Marchais, les peuples opprimés se privaient du recours à cette « solidarité » musclée que dispense l'URSS, ils seraient contraints pour l'éternité à connaître le sort qui est le leur aujourd'hui ».

Bien entendu on doit à la vérité de relever que cet accord fondamental est tempéré côté français par un rappel de la condamnation de l'intervention à Prague, et une réaffirmation à tonalité « eurocommunisme », sur la « diversité des chemins » qui conduisent au socialisme, la « diversité des formes » dans lesquelles il se réalise et l'absence de modèle. C'est dans le même sens que le communiqué commun signale l'existence de « différences de positions » et de « divergences ». Cependant, on l'aura compris, ces divergences « ne sauraient être un obstacle » à la mise en œuvre de l'accord constaté sur l'essentiel des questions internationales.

DIVISION DANS LES RANGS DU PCF ET SILENCE

Avant d'être accueilli à



son retour à Paris par l'ambassadeur d'URSS en France, le secrétaire général du PCF était déjà salué dans les médias par une véritable salve de commentaires. « Marchais ou la voix de son maître » rivalise à la une avec « la livrée du Kremlin ».

Car la conséquence la plus manifeste du choix effectué par le PCF à propos de l'Afghanistan, c'est son isolement sur l'échiquier politique français. Dès le week-end, la convention nationale du Parti socialiste en fournit l'exemple, où les leaders les moins pressés de renouer une alliance avec le PCF s'emparèrent du thème du « PC aligné ». Maire de son côté évoque « l'ombre de Kaboul (qui) pèse sur le mouvement ouvrier français ».

Loïn de réaliser l'unanimité de ses militants, la position sans aucune nuance adoptée par le PCF provoque des divisions dans ses rangs. Celles-ci prennent une ampleur jamais vue dans des organisations de masse au sein desquelles ses membres exercent des fonctions dirigeantes, tel le Mouvement de la Paix et la CGT. Ici les contradictions n'opposent pas seulement membres et non membres du PCF. Mais dans la mesure où la ligne de partage, entre ceux qui soutiennent ou montrent de la compréhension pour, et ceux qui condamnent l'URSS, traverse le PCF lui-même, elle est sans doute l'expression au plan français de cette même contradiction qui oppose Marchais à Berlinguer.

HANDICAP POUR LES PRESIDENTIELLES

Enfin, sauf à considérer que l'ensemble des démarches internationales qu'il vient d'entreprendre confèrent au secrétaire général du PCF une dimension d'homme d'Etat sans doute propice à sa candidature en 1981, cet isolement du PCF apparaît plutôt comme un handicap dans la campagne présidentielle. D'autant plus que les questions se rapportant à la situation internationale devraient y jouer un rôle beaucoup moins négligeable que dans le passé.

Au total l'ensemble de ces conséquences plutôt fâcheuses et sans doute prévisibles font penser que la direction du PCF n'a pas agi à la légère en décidant de peser de tout son poids du côté de l'URSS.

En effet, il faut ici rejeter comme fantaisistes les explications présentées ça et là qui prêtent aux dirigeants du PCF des névroses suicidaires ou qui en font de simples pantins du Kremlin.

SUITE LOGIQUE

S'agissant d'un parti qui dispose d'une base sociale nationale et d'un projet politique qui lui est propre, on conçoit mal comment la politique du PCF pourrait être déterminée au mépris de ce projet dont la réalisation implique l'accession au pouvoir et en vertu d'on ne sait quelle allégeance à l'étranger. (Il ne s'agit pas ici de nier l'existence de pesan-

teurs historiques et économiques et de liens personnels bien réels qui rattachent le PCF à l'URSS).

D'ailleurs l'Afghanistan s'inscrit dans une suite où l'on trouve aussi bien le soutien à l'agression vietnamienne contre le Cambodge que la campagne unilatérale contre les euromissiles de l'OTAN.

S'il faut chercher une évolution dans la politique du PCF, c'est sans doute dans la rupture de l'union de la gauche, durant l'été 1977, qu'il faut la voir.

Ayant acquis la conviction que l'union faisait plus l'affaire du PS que la sienne, la direction du PCF a été progressivement conduite à élaborer une attitude qui prend plus en compte la puissance en expansion de l'URSS.

De ce point de vue, le communiqué commun publié à Moscou rend parfaitement compte (dans son jargon où la zone d'influence de l'URSS est dénommée « camp socialiste ») du renversement de tendance qui s'est opéré dans le rapport des forces entre les deux superpuissances. L'URSS avance, tandis que les USA déclinent. Dans ces conditions Marchais, qui ne veut pas entendre parler d'Europe unie, opte pour le camp soviétique en expansion.

APAISEMENT OU SOUMISSION

Quel rapport avec l'accession au pouvoir en France ? Eh bien le 23^e congrès du PCF en établit un, assez direct. Il souligne en effet que les possibilités d'accessions au pouvoir par la voie pacifique en France dépendent de la puissance du « camp socialiste ». Bref qui peut dire que dans une Europe qui serait soumise à la pression croissante de l'URSS, le PCF est dépourvu d'avenir politique ? Qui plus est, lorsqu'on considère les choses sous cet angle, l'actuel isolement du PCF apparaît beaucoup plus relatif.

Vis-à-vis par exemple, d'un Mitterrand qui parle de l'intervention en Afghanistan comme d'une erreur de l'URSS, tandis que ses amis se plaisent à nier l'existence d'un danger de guerre. Egalement vis-à-vis de ceux, nombreux au gouvernement et dans sa majorité, qui prônent systématiquement l'apaisement devant une URSS qui souffrirait d'un « complexe d'encerclement ». Apaisement qui pourrait devenir soumission.

Pierre MARCEAU

Chaque jour,

achetez le Quotidien du Peuple

dans le même kiosque

13-14-15 janvier : grève massive des cheminots

Dimanche 13 janvier et lundi 14, même spectacle dans toutes les gares : celui de voyageurs consultant les listes des rares trains en partance. Pas un seul train n'était prévu entre 8 h 54 et 18 h 52 à Paris-Est, entre 10 h 45 et 17 h 43 à Paris-Saint-Lazare, entre 9 h 38 et 18 h 19 à Paris-Austerlitz, entre 9 h 58 et 20 h 39 à Paris-Lyon... prévisions de la direction qui se sont trouvées souvent « optimistes » dans la pratique.

En réalité le mouvement de grève des roullants ces 13 et 14 janvier a été important, et l'appel de la CGT et de la CFDT massivement suivi. « De 50 à 100 % selon les régions », disait un responsable de la FGTE-CFDT. « Aussi fort qu'au mois d'août », au moment où la direction décidait un nou-

veau règlement intérieur pour les cheminots, précisait de son côté la CGT.

Dans la journée du lundi, les roullants SNCF se réunissaient, secteur par secteur, pour se prononcer sur le renouvellement de 24 h de grève. En effet, le syndicat autonome des cheminots, la FGAAC, avait de son côté lancé un mot d'ordre de grève le 14 et le 15. C'est pourquoi les roullants avaient dans leur grande majorité décidé de prolonger leur action 24 h de plus. Il est donc probable que le mardi 15, la grève gardera toute son ampleur.

C'est dans l'Ouest et sur le réseau sud-est que le plus grand nombre de cheminots a répondu à l'appel syndical. Dans l'Ouest, comme au Mans, où sur 450 roullants, 444 étaient en grève

lundi 14. Mais surtout dans le réseau sud-est qui se trouvait principalement touché : c'est bien sur la ligne Paris-Marseille que la direction de la SNCF voulait commencer l'application du règlement, impliquant la conduite des trains à agent seul. Mardi 14, la direction prévoyait le démarrage de ce qui est pour les chauffeurs roullants une très grave détérioration de leurs conditions de travail, et une atteinte réelle à la sécurité, malgré l'équipement radio des machines.

Lundi au soir, la direction de la SNCF — dont Pellicier, membre du conseil d'administration, qui prétendait qu'il ne « comprenait pas » le mécontentement des cheminots — n'avait toujours pas répondu à la demande de discussion des syndicats.

Quant à l'inquiétude de la CGT et de la CFDT sur la perspective des 10 000 suppressions d'emplois à terme, qui feraient suite à la suppression du deuxième agent. Paul Gentil directeur général de la SNCF, y répondait dans une interview accordée au journal *Le Matin* : « La modernisation du matériel supprime des emplois, c'est vrai, mais cela ne se traduit jamais par des licenciements. (...) Pas question de rouvrir le débat ».

Jusqu'au 20 janvier, les autres catégories de personnel, les sédentaires qui ont commencé des actions, devraient eux aussi répondre à l'appel des fédérations, catégorie par catégorie. Leur principale revendication : les salaires (actuellement 2 348 F à l'embauche).

Claire MASSON

GUILVINEC (FINISTERE) :
LA CONSERVERIE
SOGEICO OCCUPEE I

Le 24 décembre, le patron de la conserverie Sogeico avertit les ouvrières qu'il mettrait la clé sous le paillasson. En riposte les ouvrières occupèrent l'usine.

Ce dimanche 13 janvier 1980 a eu lieu une exposition photo dans l'usine occupée.

NERVIS CONTRE
GREVISTES
A «RESTOP»

«Le Restop» appartient au groupe PLM-Rothschild et le personnel est en grève. Vendredi 11 janvier 1980, un groupe de nervis a agressé les 60 travailleurs du Restop.

Pour dénoncer cette agression, 300 personnes ont manifesté samedi 12 janvier sur l'autoroute du Nord à hauteur de Vernars (Val-d'Oise) à l'initiative de la CGT.

FOUGEROLLES
A CREYS-MALVILLE
271 LICENCIEMENTS

Nous avons parlé, il y a quelques temps de cela, de l'entreprise Fougérolles, un des monstres du bâtiment. Cette entreprise employait 620 ouvriers sur le chantier de la centrale nucléaire de Creys-Malville. Elle a décidé d'en licencier 271.

LICENCIEMENTS EN SERIE

50 licenciements sont prévus à «Textiles Vosges Maille» à Rupt-sur-Moselle (Vosges). A Mire court (Vosges), 70 licenciements auront lieu à l'entreprise de travaux publics «Cracco» qui emploie 700 personnes. A Mulhouse (Haut-Rhin), les 30 salariés de l'Aréma (réparation automobile) sont jetés à la rue. A Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), 208 personnes — un tiers des effectifs — sont licenciées chez Fenwick.

Journée à l'initiative du Comité Larzac de Grenoble

Evénement politique intéressant à Grenoble : le jumelage de la ferme de Cavailles, sur le plateau du Larzac, avec la municipalité de Grenoble.

La délégation de onze paysans et habitants qui est venue de Cavailles a su conquérir le soutien sans réserve de tous ceux qui ont participé aux diverses manifestations programmées au long de cette journée.

En particulier, la rencontre avec les organisations syndicales agricoles (FDSEA, CDJA de l'Isère) a été très chaleureuse. Quant aux « six heures pour le Larzac », qui se sont déroulées en ville le soir, c'est plus de 2 000 Grenoblois qui sont venus écouter, apprendre et manifester par leur présence leur soutien à cette lutte populaire des 103 paysans du Larzac.

AOIP : la plus grosse coopérative du monde

Le 5 janvier dernier, à la salle Wagram, l'assemblée générale des sociétaires de l'AOIP a fini par voter le plan de démantèlement qu'elle avait une première fois refusé le 1er décembre 1979. A la suite de ce vote, la plus grosse coopérative du monde éclate désormais en trois morceaux.

1 - Les deux usines de Bretagne vont respectivement à Thomson pour Morlaix (600 personnes) et à Cit Alcatel pour Guingamp (1 200 personnes). Les travailleurs de Bretagne ont eu l'engagement que leur horaire minimal ne descendrait pas en-dessous de 32 heures.

2 - Un G.I.E (Groupeement d'Intérêt Economique) formé là encore par Thomson et Cit Alcatel doit reprendre 900 personnes. La durée de vie ne dépassera pas trois ans. Il servira de réservoir d'attente pour les personnels de Paris dont une partie sera mutée à Thomson et Cit Alcatel après une période de formation et de reconversion. D'autres pourront se reconverter dans les PTT. Mais les patrons espèrent qu'une bonne partie se perdra en cours de route (par la pré-retraite à 57 ans, par le changement de lieu de travail) et lui-même y aidera s'il le faut par des mutations en province, profitant alors du droit de licencier tout travailleur qui aura refusé trois «offres» successives de mutations.

3 - Enfin, une AOIP-bis sera maintenue avec l'actuel statut de coopérative. Elle regroupera 1 500 salariés

environ à Ivry. N'ayant plus le droit de prétendre à des commandes publiques, elle devra se contenter d'activité dans la téléphonie privée ou dans les appareillages de contrôle et de mesure. On peut attendre de ce changement d'activité une recrudescence dans la coopérative de «l'esprit de rentabilité» : il faudra mieux se battre contre les concurrents, on parle déjà d'un sociétariat obligatoire, la part de salaire versée pour l'augmentation du capital de l'entreprise étant portée de 5 à 10 % du salaire mensuel.

UNE RESTRUCTURATION
QUI N'EST PAS TERMINEE

Cette mise à l'écart d'une coopérative devenue trop gênante sur le marché de la téléphonie publique, constitue une victoire pour les pouvoirs publics. Thomson et Cit Alcatel règnent désormais en maîtres absolus pour prétendre notamment s'accaparer le total des aides publiques. Il s'agit d'un pas supplémentaire dans la restructuration de ce secteur qui n'est cependant pas pour autant finie : en effet sur les 90 000 salariés que compte la téléphonie en France, une étude officielle du CNET (Centre National d'Etude des Télécommunications, parue l'an dernier, n'a pas hésité à affirmer qu'il y avait entre 20 000 et 30 000 travailleurs de trop vu le passage au tout électronique dans le téléphone, tandis que les exportations, elles, marquaient le pas.

Une question se pose : pourquoi la bourgeoisie a-t-

elle pu démanteler l'AOIP aussi rapidement, sans se heurter à une forte opposition de la part des 4 500 travailleurs de l'entreprise ? Parler d'absence d'opposition est faux. De nombreuses luttes ont ponctué ces six derniers mois au cours desquelles chacun sentait bien ce qui allait se passer. Mais le résultat net est là ; il pose une triple interrogation.

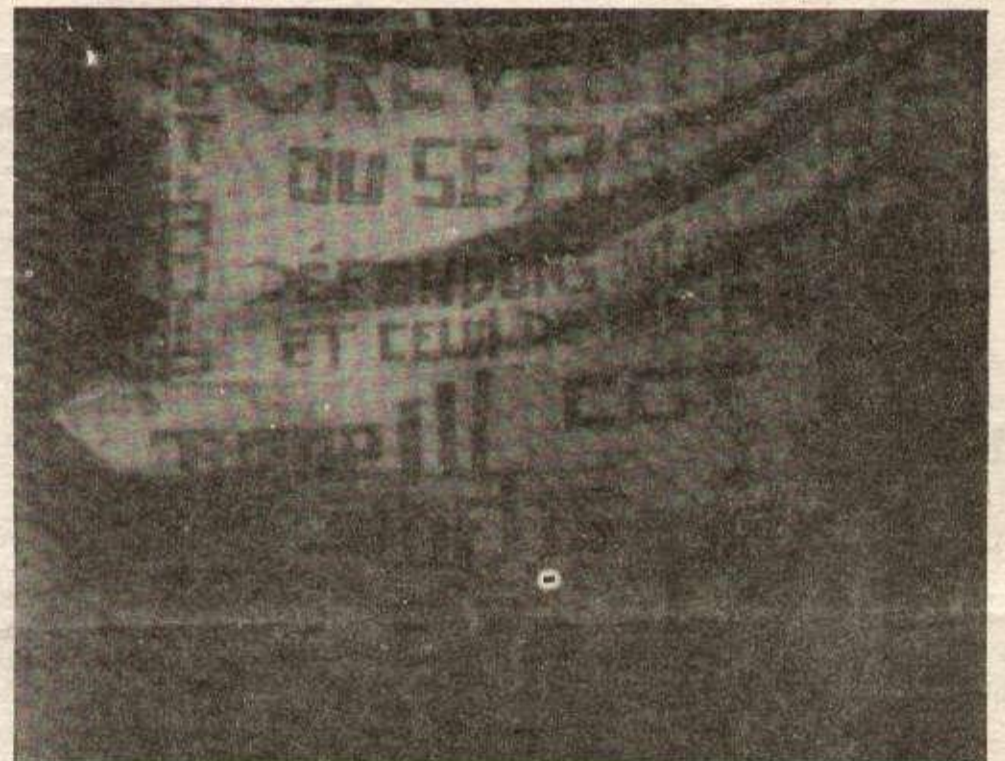
LES RAISONS D'UN
DEMANTELEMENT
SI RAPIDE

Ces raisons d'un démantèlement si rapide :

— D'abord le poids de la crise, non pas qu'il ait pesé sur la volonté de lutte, nettement affirmée surtout en Bretagne et à Ivry, mais parce que le rapport de force à construire, dans ces circonstances, aurait nécessité la mise en action de la téléphonie toute entière, l'état qui assurait 85 % des commandes de l'AOIP, était directement impliqué. Et cela était d'autant moins facile que les syndicats n'étaient pas unis sur la stratégie à adopter, ce qui venait s'ajouter aux divisions du personnel déjà bien nombreuses.

— Car les divisions au sein du personnel de l'AOIP étaient déjà assez fortes, d'une part entre les usines de fabrication en province et celle de Paris beaucoup moins ouvrières. D'autre part, l'AOIP a payé son statut de coopérative. Ce statut ajoutait une division supplémentaire entre les sociétaires ayant une faible tradition

Quelques réflexions sur le démantèlement



de lutte et espérant s'en sortir plus facilement et les salariés ordinaires recrutés eux dans une période plus récente. Néanmoins tout mettre sur le dos de l'esprit «corporatiste» est un peu exagéré. Il y avait semble-t-il suffisamment de non-sociétaires, pour constituer un pôle de lutte et d'autre part, de nombreux sociétaires pouvaient être gagnés à la lutte comme l'ont montré les initiatives de Bretagne ou même celles de Paris. L'absence d'unité syndicale et de propositions de lutte efficaces ne suffisaient cependant pas non plus à tout expliquer.

— Car il existe une troi-

sième interrogation : quelle a été la tactique du gouvernement ? Celui-ci n'a jamais attaqué de front des salariés de l'AOIP. Il n'a pas comme en RFA, où 13 000 salariés d'AEG viennent d'être licenciés, prononcé une seule fois le mot licenciement ; toute sa tactique a consisté à laisser pourrir la situation en jouant sur l'existence de petits chefs à l'intérieur prompts à reprendre le flambeau de la coopérative même diminuée.

QUELQUES AUTRES
QUESTIONS

D'autre part, ses promesses de ne procéder à aucun

licenciement ont été confortés par le fait que le plan proposé n'en comportait effectivement aucun.

Alors réussite totale du gouvernement ? Dans un sens oui, dans un sens non. En effet Thomson et Cit Alcatel, reprenant une grande partie du personnel de l'AOIP, n'ont pas pour autant résolu le problème des réductions d'horaires qui touchent déjà toutes leurs usines. En fait, ils l'ont aggravé, ne faisant que reporter à plus tard le moment où ils seront amenés à dégraisser rapidement.

Jean JAULIN

international

Le Pakistan met des conditions à l'acceptation de l'aide américaine

L'Union Soviétique et son pantin, Babrak Karmal, ne cessent de justifier l'invasion soviétique en Afghanistan en prétextant des ingérences pakistanaises. Dans le même temps, plusieurs divisions soviétiques sont déjà massées à la frontière pakistanaise, d'autres font route dans cette direction, tandis que Brejnev dément formellement que l'URSS « ait des visées expansionnistes en direction du Pakistan, de l'Iran ou de tout autre pays dans la région », de la même manière qu'il avait affirmé précédemment pour l'Afghanistan qu'« il n'y a pas eu du tout d'intervention ou d'agression soviétique ». Dernier obstacle à l'expansion soviétique en direction de l'Océan indien, le Pakistan, conscient de jouer un rôle important dans l'équilibre des forces, est d'autant plus enclin à imposer ses conditions avant d'accepter l'aide militaire américaine.

Lors de sa première conférence de presse, le fantôme Babrak Karmal a déclaré qu'il ne reconnaissait pas la frontière actuelle séparant l'Afghanistan du Pakistan. Cette petite phrase, qui aurait pu passer inaperçue, pourrait être lourde de conséquences si on la relie avec les mouvements de troupes soviétiques qui sont signalés chaque jour à proximité de la frontière pakistanaise. Les frontières entre ces deux pays, comme bon nombre d'entre elles en Asie et en Afrique, est héritée de la colonisation. Le tracé de la « ligne Durand » est contesté par Kaboul. De part et d'autre de la ligne frontière vivent les tribus patchoules qui combattent actuellement contre le régime pro-soviétique d'Afghanistan.

D'autre part, Kaboul revendique deux provinces du Pakistan. Si une intervention militaire soviétique massive au Pakistan n'est pas à craindre dans l'immédiat, l'URSS pourrait cependant se servir de ce différent frontalier pour justifier son intervention.

D'autre part, l'URSS pourrait favoriser des revendications séparatistes au Balouchistan qui entretiennent des rapports tendus avec le gouvernement d'Islamabad depuis la sanglante répression de 1972.

FAIRE FACE A L'INTERVENTION SOVIETIQUE SANS TOMBER SOUS LA DOMINATION US

Face à cet accroissement du danger d'intervention soviétique, le Pakistan est sollicité par l'impérialisme américain qui lui propose une aide militaire importante. Répondant aux questions du magazine américain « News Week », le président pakistanais déclarait récemment : « L'Union Soviétique est à nos portes ... La puissance soviétique est désormais prédominante dans la région et les Etats-Unis sont im-

puissants, qu'ils le veulent ou non. Mais, nous devons voir les choses de manière réaliste ».

Malgré cette situation, compte tenu des dangers qu'elle entraîne pour l'indépendance du Pakistan, Zia Ul Haq fait part de ses réticences à faire appel à l'aide des Etats-Unis : « L'histoire nous a appris à ne pas entretenir d'illusion à ce sujet », a-t-il déclaré.

Si l'attitude du président pakistanais est à mettre pour une part sur un désir d'indépendance vis-à-vis des deux superpuissances, le désir de tirer financièrement parti des propositions américaines et de stabiliser son régime, impopulaire, ne sont pas absentes des réticences manifestées par celui-ci. Le général Zia a déclaré que les Etats-Unis, en tant qu'allié, devront faire la preuve de leur crédibilité sur une longue période avant que le Pakistan n'accepte leur aide. Tirant parti de cette position, celui-ci semble décidé à en obtenir un maximum de gains, ainsi que le résumait un journaliste pakistanais à un de ses confrères américain : « Vous avez plus besoin de nous que nous n'avons besoin de vous ».

Le Pakistan, à qui les Etats-Unis ont supprimé toute aide économique et militaire au début de l'année 1979 parce qu'il refusait de renoncer verbalement à la bombe atomique, est décidé à renforcer son économie en même temps que ses forces de défense. Islamabad n'est pas prêt non plus à renoncer à sa politique de non-alignement et a protesté contre le fait que Carter ait déclaré que le Pakistan serait la pierre angulaire de la riposte américaine à l'intervention soviétique en Afghanistan, sans même en informer les dirigeants pakistanais.

Franck ROUSSEL

Des personnalités anti-impérialistes contre l'intervention russe en Afghanistan

Nous poursuivons aujourd'hui la publication des prises de position que nous ont transmises un certain nombre de personnalités de divers milieux. Après celles de l'écrivain chinois Han Suyin, de Régis Bergeron, ancien responsable de la rubrique culturelle de « L'Humanité » et ancien rédacteur en chef-adjoint des « Lettres françaises », du docteur Julian, ancien membre du PCF et du Centre d'études et de recherches marxistes, et du docteur Andréï, ancien militant en faveur du Vietnam contre l'impérialisme américain, voici les prises de position du Père Cardonnel, dominicain, connu pour son engagement en faveur du tiers-monde et des opprimés en général, et celles du professeur Edmond Jouve.

Edmond Jouve, qui est professeur de droit international à la Sorbonne (Paris), est également membre de la Commission internationale du Parti socialiste. Il est l'auteur du livre « Relations internationales du tiers-monde et droit des

peuples » (Editions Berger-Levrault - 1979 - 2ème édition).

Nous reproduisons également la position, publiée dans « Le Matin », d'un dirigeant du Parti communiste espagnol.

On sait que la direction du PCF tente d'accréditer la thèse selon laquelle ceux qui s'opposent à l'intervention soviétique sont les puissances impérialistes ou leurs complices. Mais, que dira-t-elle des personnalités dont nous publions ci-dessous les positions et qui sont bien connues pour leurs activités anti-impérialistes, en faveur des peuples du tiers-monde ?

Non, il n'y a pas que le choix : « Ou avec les USA, ou avec l'URSS ». Il existe un autre choix : « Contre les deux superpuissances, du côté des peuples ». En voici quelques exemples.

Claude LIRIA

Le père Cardonnel, militant pour la cause du Tiers-monde

« Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que les animaux de proie se donnent le beau rôle de libérateurs. L'Union Soviétique n'envahit pas l'Afghanistan, elle répond à son appel au secours. Mais, conquérir quelqu'un pour lui rendre service représente la plus méprisable des impostures. Les troupes russes n'occuperaient pas le territoire afghan ; elles le protègent contre un risque d'invasion. Ainsi donc, la bonne vieille méthode n'a pas changé : jusqu'où ira cet altruisme dévorant ? Déjà, di-

vers pays, Tchecoslovaquie, Erythrée, Yémen du Sud, Laos, Cambodge, sans compter d'autres nations satellisées, on fait l'expérience d'une tyrannie qui joint l'hypocrite à l'odieux, puisqu'elle se réclame de la solidarité prolétarienne.

Seul un immense front d'humanité cordiale, chaleureuse, peut tenir tête aux deux empires, l'un de l'argent, l'autre d'une puissance brutale, de plus en plus mal déguisée en internationalisme ».

Edmond Jouve, professeur de droit international

« A la faveur d'un changement de régime, qu'ils ont provoqué, les Soviétiques ont envoyé un corps expéditionnaire de plusieurs milliers d'hommes en Afghanistan.

Il s'agit là d'une invasion massive d'un pays étranger par les forces armées d'URSS, d'une ingérence militaire flagrante dans un autre Etat souverain.

Par cette intervention, l'Union Soviétique a montré dans quel mépris souverain elle tenait les instruments juridiques internationaux qu'elle a contribué à faire adopter. En premier lieu, elle a violé, dans son esprit et dans sa lettre, la Charte de l'ONU du 26 juin 1945. Il est clair, en effet, que l'agression s'est faite contrairement à 2 principes fondamentaux du droit international : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, non recours à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat.

L'intervention soviétique viole aussi les Accords d'Helsinki du 1^{er} août 1975.

Selon ce texte, « aucune considération ne peut être invoquée pour servir à justifier le recours à la menace ou à l'emploi de la force ». Qui plus est, l'URSS a méconnu le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération qu'elle a signé avec l'Afghanistan le 5 décembre 1978. D'après l'article 1 de cette convention, « les Hautes Parties contractantes se déclarent résolues à renforcer et à approfondir l'amitié indéfectible entre les 2 pays et à développer la coopération multiforme fondée sur l'égalité en droits, le respect de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures ».

L'invasion de l'Afghanistan illustre une étrange conception de la « sécurité » de la part des Soviétiques. Elle témoigne, une fois de plus, de leur politique belliciste. En prenant pied à Kaboul, Moscou entend renforcer sa présence militaire à proximité des puits de pétrole et des voies de communication maritimes par lesquelles est

acheminé l'or noir à destination de l'Europe, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique.

Face à cette agression caractérisée, l'ONU, jusqu'ici, est restée impuissante. Le veto opposé par les Soviétiques au Conseil de Sécurité ne saurait maintenant être levé que par un vote de l'Assemblée générale, en application de la résolution

377 (V) du 3 novembre 1950, dite « Union pour le maintien de la paix ». Au plus tôt, l'Assemblée doit faire à ses membres les recommandations appropriées sur les mesures collectives à prendre. L'Union Soviétique doit savoir, au plus vite, que la Communauté internationale ne saurait, une fois encore, tolérer sans réagir la politique du fait accompli.

Un dirigeant du Parti communiste espagnol

La semaine dernière, on pouvait lire dans Le Matin une tribune rédigée par Manuel Azcarate, chargé des affaires extérieures du Parti communiste espagnol.

Traitant plus généralement de la question de l'euro-communisme, Azcarate aborde le problème de l'intervention soviétique en Afghanistan. Il tient à souligner que, contrairement aux commentaires de la presse parlant « d'ambiguïté » de la position du PCE, le comité exécutif de son parti « a tenu à rendre public sa condamnation à l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan », considérant « que l'entrée de troupes d'un pays dans un autre viole les principes de la souveraineté et de l'indépendance et contribue à rendre plus tendues les relations internationales, créant de nouveaux dangers pour la paix mondiale. Le fait de ce que, en d'autres moments, certaines puissances impérialistes aient utilisé des méthodes semblables à celles que nous condamnons aujourd'hui, ne constitue pas une excuse de ce qui est arrivé ». Où se trouve donc l'ambiguïté ? demande Azcarate.

Après avoir évoqué « la menace de secteurs impérialistes » (décision de l'OTAN, pressions contre les

peuples du Tiers Monde, etc...), le responsable du PCE poursuit : « ... Il est évident que, dans cette situation internationale caractérisée par une accentuation des tensions et une accumulation des dangers, l'envoi de troupes en Afghanistan contribue à aggraver les choses, à créer de nouvelles zones de tension et à susciter de nouveaux dangers pour la coexistence et la paix ».

Evoquant plus loin « la réactivation des affrontements entre les blocs militaires », Azcarate y oppose 2 facteurs positifs : Le mouvement des non-alignés, qui regroupe de nombreux pays du Tiers Monde, et l'Europe, à condition qu'elle se dégage de l'emprise des 2 superpuissances et de leur bloc respectif : « Les dangers qui nous menacent, sont graves. Mais il existe également de nouveaux facteurs capables de nous aider à sortir du tunnel. Et, en premier lieu, l'importance du mouvement des non-alignés, avec son poids décisif sur l'ONU. Un autre sujet fondamental est le rôle de l'Europe ; la nécessité que l'Europe occidentale se place en dehors de la logique des blocs, se fait plus que jamais sentir ».

Grande-Bretagne

La grève des 107 000 sidérurgistes britanniques se poursuit, soutenue par les syndicats des cheminots et des dockers qui s'opposent à l'importation de l'acier.

Des piquets de grève « sauvages » sont également installés devant les usines ou les entrepôts des transformateurs et des grossistes, pour empêcher le passage des camions transportant

l'acier de la British Steel Corporation.

Une autre grève menace de se déclencher : celle des égoutiers et des employés des eaux qui réclament des augmentations de salaire.

Le gouvernement n'a pas hésité à brandir la menace de l'état d'urgence qui déclencherait l'intervention de l'armée, réquisitionnée pour remplacer les grévistes.

Centrafrique

Depuis l'installation au pouvoir de Dacko par l'impérialisme français, la répression ne faiblit pas contre les opposants. Après l'arrestation d'un des leaders de l'opposition, Patassé, on apprend la mise en prison d'une demi-douzaine de per-

sonnes, dont d'ancien opposants au régime de Bokassa.

Erythrée

Le recul de l'armée éthiopienne, pourtant soutenue, militairement par Moscou, se confirme en Erythrée.

C'est ainsi que 5 000 soldats éthiopiens ont dû battre en retraite, après la pri-

se, jeudi, de la ville érythréenne de Mahminet, par le Front Populaire de Libération de l'Erythrée.

Sénégal

Au cours d'une manifestation d'étudiants, qui s'est déroulée vendredi et à laquelle s'étaient associés des pa-

rents d'élèves, un manifestant a été tué et plusieurs blessés, dans le sud du pays.

Malgré la censure de la presse sénégalaise sur cette affaire, les autorités redoutent une extension du mouvement étudiant contre les mauvaises conditions de vie dans les établissements scolaires.

Echec au 3e pacte national pour l'emploi

Un seul stage placé par l'agence en 4 mois !

Pour un bide, c'est un bide ! Le troisième pacte pour l'emploi des jeunes risque bien d'être le dernier... Le premier, on s'en souvient, avait rempli d'aise les spécialistes de l'emploi, malgré des résultats très controversés au niveau même des chiffres. Le deuxième avait commencé une chute libre inquiétante pour ses promoteurs. Mais, le dernier a battu tous les records. Un exemple. Le vingtième arrondissement de Paris vient, depuis quelques années, dans le peloton de tête du chômage. Malgré cela, on nous dit à l'Agence qui s'occupe du nord de l'arrondissement qu'on a « réussi » à placer qu'un seul « stage en entreprise ». Depuis septembre 1979, quatorze autres sont arrivés directement des patrons, qui n'ont même pas eu besoin de passer par elle. Pour les autres possibilités ouvertes par ce troisième pacte, rien, absolument rien...

Pourtant, on ne peut pas dire que rien n'a été fait pour assurer le succès de cette entreprise. La direction de l'agence s'est même plus dépensée que d'habitude, en envoyant des cohortes de prospecteurs auprès des chefs d'entreprise. Les arrondissements ont été écumés. « Dire qu'on a passé quelquefois une heure avec un patron... », nous dit l'un d'eux, qui nous montre le gros dossier publicitaire. Dans une autre agence du 20^e, rue de Fontarabie, un employé qui refusait de sortir pour ces démarches, et de laisser pendant ce temps les chômeurs faire la queue par dizaines à un guichet dégarni, est même actuellement sous la menace du conseil de discipline. Non, tout était fait pour que le troisième pacte ne connaisse pas les mêmes déveines que le second.

FINE BOUCHE...

Alors, pourquoi cet échec ? Les patrons, qui auraient quand même pu voir que ce pacte leur procurait

quelques avantages, ont fait la fine bouche. Pour eux, ce n'est pas assez, « c'est un attrape-nigaud ». Tout ça, parce qu'ils estiment que les exonérations sont insuffisantes, qu'elles ne durent qu'un temps, qu'il y a bien trop de paperasse à faire... Il faut dire par exemple que l'agence a refusé un contingent de 10 offres, qui consistaient à décharger des paquets... Le patron avait quand même eu le front de dire qu'une formation serait assurée pour effectuer ce travail...

UNE FOIS, PAS DEUX

Du côté des jeunes, c'est un refus pratiquement général. Une première « génération » s'était fait flouer, l'expérience n'a pas été perdue, surtout à Paris. « La première année, certains avaient dû attendre six mois, voire neuf, pour toucher leur salaire. Ça s'est su ». Les jeunes savent aussi qu'au bout des stages, presque tout le monde s'est retrouvé sur le pavé, sans plus de formation qu'avant. « Dans les deux-tiers des cas

au moins, la formation, c'était du bidon : sur notre secteur, il n'y a guère que deux boîtes qui aient gardé une partie des stagiaires : Honeywell Bull et Surmélec. Et encore, pour la première, les stagiaires avaient déjà à l'origine un bagage en informatique ».

NE PAS CONFONDRE

Par contre, une nouvelle disposition connaît un succès relatif : celle qui permet l'exonération des charges sociales, pour l'embauche d'un jeune, ou de certaines catégories de chômeurs. Mais, il ne faudrait pas prendre des demandes d'exonération pour de véritables créations d'emploi. « Là-dessus, les patrons à qui nous avons affaire sont clairs. Ils avouent crûment que ces postes étaient prévus, et qu'à tout prendre, ils ont choisi des gens qui rentraient dans le cadre de l'exonération. C'est tout ».

LA LOI BARJOT...

Alors qu'on ne vienne pas nous dire, à l'heure des bilans, que le troisième pacte a permis de donner du travail à des centaines de milliers de jeunes ! La réalité, pour ces jeunes qui sont chômeurs avant d'avoir travaillé, c'est qu'ils vont même bientôt disparaître des statistiques ! En effet, dès que paraîtront les décrets d'application de la loi Barjot votée en novembre 1979, quel intérêt auront-ils à venir s'inscrire à l'agence, puis-

qu'ils n'auront même plus droit à la Sécurité Sociale. La réalité, c'est aussi qu'ils seront prestement radiés, s'ils refusent des stages de formation, s'ils n'acceptent pas d'emploi « dans leur spécialité », s'ils refusent des « visites médicales » de contrôle... La liste est longue des causes désormais possibles de radiation.

L'ORDINATEUR DIGERE...

Qu'on ne vienne pas nous dire non plus, comme n'a pas hésité à le faire le président de la République, que les chômeurs toucheraient tous 90 %. Les chiffres réels sont plutôt un sur quinze. Qu'on ne vienne pas nous dire que la réforme de l'indemnisation va tout arranger : pour l'instant, l'ordinateur essaie de digérer les nouvelles données, et les chômeurs dansent devant le buffet, car tous ceux qui ont un dossier en cours (réadmission, réinscription, prolongation), ne reçoivent rien ou qu'une partie de leurs allocations.

Ce jour-là, devant l'ANPE des chômeurs CFDT appelaient à une réunion, « pour nous informer et lutter collectivement avec les travailleurs des ANPE et des ASSEDEC du quartier ». Face à ces montagnes de mensonges sur les chômeurs, c'est bien dans cette direction qu'il faut s'engager.

Monique CHERAN



3ème Pacte pour l'emploi : les jeunes ne l'ont pas signé.

VIIe assises nationales de l'hospitalisation publique

La carte sanitaire ... pour supprimer des lits !

Ce lundi 14 janvier, Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, ouvrait les 8e assises nationales de l'hospitalisation. Un événement à suivre d'autant plus que le ministre de la Santé dispose, depuis quinze jours, du pouvoir de fermer des lits dans un établissement contre l'avis des autorités locales.

La « carte sanitaire » qui définit le nombre de lits nécessaires à chacun des 245 secteurs sanitaires du pays vient d'être achevée, sept ans après sa mise en chantier. Il y aurait, selon cette « carte sanitaire », 25 000 lits de médecine en trop, 1 900 lits de chirurgie, et 12 000 lits de gynécologie-obstétrique, soit à peu près 20 % de lits en trop (d'après les normes officielles) ! Barrot ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. D'autres cartes sont prévues : celle des établissements « moyen séjour » (convalescence et rééducation), celle des hôpitaux et cliniques psychiatriques. Il en sera fait de même pour les établissements pour personnes âgées. Une carte dont le véritable effet sera la limitation des possibilités de soins offertes aux patients et des compressions de personnel pour les travailleurs de la santé.

Communiqué des groupes femmes d'entreprises

La Coordination des groupes femmes d'entreprise invite toutes les femmes de la région parisienne à une réunion sur l'emploi des femmes, problème d'une très grande actualité. Y seront discutées les revendications et formes d'action pour défendre notre droit à l'emploi. Samedi 19 janvier à Jussieu, tour 46.

Coordination des groupes femmes d'entreprise (CGFE)
C / Mouvement français pour le planning familial (MFPF)
2, rue des Colonnes
75002 PARIS

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple
NOUVEAU NUMERO
205-51-10

Le Quotidien du Peuple
Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat
Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

Cinéma «La femme-flic»

Police propre ? Mission impossible

Une femme inspecteur de police, Miou-Miou, pour faire aboutir ses enquêtes n'hésite pas à mettre en cause de hautes personnalités, notamment du patronat.

Sur le rythme policier, un film qui montre de nombreux aspects de la réalité, réalité actuelle qui apparaît de plus en plus crûment avec la crise économique.

Dans ce film, Boisset met en lumière le rôle et les pratiques de la police notamment en ce qui concerne la répression. On assiste à une scène de contrôle de papiers de travailleurs immigrés ; à la suite de ce contrôle, un travailleur immigré sera abattu froidement parce qu'il avait tenté d'échapper à une « vérification d'identité » au commissariat. A côté de cela, le commissaire, le procureur empêcheront que ne soit entendu par le juge, M. De Gueldre, neveu du patron local de la sidérurgie, afin que ne « soit jetée la suspicion sur une personnalité aussi estimée ».

Intimider, réprimer les travailleurs, et protéger les patrons.

Mais, l'originalité de la démarche de Boisset con-

siste à mettre en scène quelqu'un qui croit que le rôle de la police est de faire respecter la loi, et de montrer les obstacles auxquels ce flic, « pas comme les autres », va se heurter jusqu'à sa démission forcée de la police.

L'inspecteur Corinne Levasseur (Miou-Miou) est d'abord mutée à Lens, parce qu'elle avait tenté d'inculper le neveu du maire de la ville où elle exerçait pour trafic de drogue. Elle avait refusé de noter les aveux d'un jeune immigré après tabassage, ces aveux auraient permis d'innocenter le neveu du maire.

A Lens, ville où elle est mutée, elle va s'attaquer à plus fort. Elle va mettre en cause M. De Schule, magnat de la sidérurgie, à propos d'un réseau de prostitution de mineurs. Ces

mineurs sont des filles de travailleurs de la mine et de la fonderie de M. De Schule en question. C'en est trop, le procureur, le ministre, le patron interviennent : L'affaire est étouffée, l'inspecteur doit donner sa démission, elle n'est pas sûre d'être protégée si elle essaie de témoigner dans l'affaire.

Ce film montre bien le caractère de la police : une police faite par les patrons

pour les patrons. Un tel film peut bien sûr appeler à demander une « police propre » (l'éviction de certains éléments ou l'abolition de certaines pratiques). Cependant dans tout le film, on voit bien que de haut en bas la police est directement soumise au pouvoir et aux patrons, et qu'elle ne peut fonctionner autrement.

Léon CLADEL

Le vrai visage du pouvoir

Boisset a déjà réalisé un « Condé » pour dénoncer certaines pratiques de la police, « RAS » sur la guerre d'Algérie, « L'attentat » sur l'assassinat de Ben Barka, « Le juge Fayard » à propos de l'assassinat du juge Renaud à Lyon. Avec la crise, il est de plus en plus difficile à la bourgeoisie au pouvoir de cacher son vrai visage. Celui-ci apparaît dans les films, les livres (« Une affaire intime » de Max Gallo) et même dans certaines dramatiques à la télévision (comme « Le journal ») dans lequel on a pu voir les pressions du gouvernement, des patrons et de la police sur la grande presse. Une réalité encore plus difficile à masquer depuis l'affaire Boulin, et l'affaire des diamants.

Le peuple afghan contre l'occupation soviétique (2)

Conseillers russes dans une brigade

Raconté par des gens du peuple qui étaient du côté de Taraki et se sont ralliés au mouvement populaire

Mohamed Yasin et Abdülgafur parlent de la période où ils ont été éduqués politiquement et où il ont été formés en tant que pilotes à Moscou. Puis ils se sont posés des questions : qu'est-ce qui se passe ? Qui va-t-on servir ?

Ils étaient en URSS pendant la période de Daoud (1973-1978) donc avant le premier coup d'État d'avril 1978. Quand Taraki est arrivé au pouvoir, on leur a conféré encore de nouveaux grades (supérieurs). Mais ils ne semblaient pas tellement satisfaits.

Le jour du coup d'État, le 27 avril 1978, qui a porté le pro-soviétique Taraki au pouvoir, ils étaient en Afghanistan, à Mazari-Sharif sur la route stratégique qui va de Kaboul jusqu'en URSS. Tout le monde disait que la « révolution d'avril était arrivée, le peuple a pris le pouvoir, les ennemis du peuple sont partis. Tout le monde était content, parce que notre pays est arriéré, le peuple a beaucoup de problèmes, il est écrasé... »

Yasin et Abdülgafur ont parlé de tous ces jeunes qui sont éduqués en URSS (comme eux, hier) : « C'est la force principale de la révolution », disaient-ils en plaisantant.

Ils parlent d'un tract distribué dans l'armée, qui disait que l'armée d'Afghanistan avait « une conscience de classe ».

LES LENDEMAINS DU 27 AVRIL 1978

« Depuis le mois de mai 1978, sans arrêt, des convois ont commencé à arriver d'URSS : des camions, des chars... On s'est demandé en nous-mêmes, dit Yasin et Abdülgafur : Qui est-ce que tout ça ? On a fait une révolution, mais il y a des tas de choses qui arrivent de Russie, quand même ? On a entendu plus tard : l'Afghanistan a commencé à faire une attaque de l'Iran, le sud du Pakistan, etc. Et l'Amérique et la Chine vont appuyer l'Iran, le Pakistan contre l'Afghanistan. C'est ce que disait Taraki dans un tract pour propager de fausses informations. Tout le monde commençait à s'inquiéter de la situation.

Après quelques temps, les Russes nous ont envoyé deux conseillers militaires, pour notre brigade. C'était des gens qui parlaient un dialecte afghan. Ils étaient comme nous, mais deux jours après qu'ils soient arrivés on a commencé à être mécontents d'eux.

Notre brigade a été divisée en deux parties : d'un côté, les conseillers russes et 20 ou 30 harkis (pro-soviétiques) ; de l'autre côté, la grande majorité ceux qui sont opposés à ces gens-là.

L'ÉDUCATION A LA SAUCE SOVIÉTIQUE

Abdülgafur a été pilote pendant dix ans. Il est technicien sur les Mig et les connaît tous très bien. Il a été pendant la période de Daoud (1973-1978) à Moscou pour son éducation et il dit qu'il a été bien accueilli.

Mohamed Yasin parle en faisant un clin d'œil, il nous dit : « Il faut servir Brejnev ! ». Il a été à l'académie militaire de Moscou deux ans et il a reçu une éducation idéologique, il a été soumis à la propagande soviétique.

Nous (Aydinlik), demandons en quoi consiste cette propagande et cette éducation idéologique.

« La base de cette éducation était anti-américaine. Et puis un jour, ils nous ont dit que nous allions avoir le pouvoir en Afghanistan. Voilà. Autrement dit, ils nous donnaient des livres de Ponomarev et Souslov. A l'université Lumumba, il y avait d'autres étudiants afghans et ils ont fait en sorte que l'on soit toujours en contact avec eux.

« POURQUOI ON DONNE NOTRE PAYS A BREJNEV ? »

Abdülgafur, qui a de l'expérience, dit : « Maintenant, je suis du côté du peuple. Dès qu'il y a un Mig qui est tombé, on sait comment il faut récupérer cet avion, le réparer ».

Il dit : « Actuellement, dans chaque grande brigade, il y a dix conseillers russes et 50 pilotes russes. Nous avons dit : « Pourquoi dans notre armée, dans notre pays, ce sont les Russes qui nous commandent ? On n'a pas d'officiers ? On a jamais baissé la tête devant les Anglais, pourquoi on donne notre pays à Brejnev ? »

Et puis j'ai commencé à comprendre qu'à travers de leur propagande, sur le « socialisme », ils voulaient avoir le monde entier dans leurs mains. C'est ça qu'on a compris enfin de compte. »

Il continue : « Actuellement, dans le monde entier, il y a trois fronts contre l'URSS : le premier en Erythrée, un deuxième au Cambodge, le troisième

Deux journalistes du quotidien marxiste-léniniste turc Aydinlik sont allés en septembre 1979, à Kaboul et dans les zones libérées. Nous continuons la publication d'extraits de leur reportage



Chiguille - Une base militaire, des combattants islamiques d'Afghanistan rentrant du front au Nouristan.

me en Afghanistan. Pour l'Afghanistan, 81 y a une chose très importante : nous sommes dans une région stratégique près de l'océan Indien, sur le chemin du Moyen Orient. Pour nous, le régime de Khomeiny en Iran, il est positif.

LES MAL-AIMÉS

« Les conseillers russes ne mettent jamais d'uniformes sur eux, parce que notre peuple n'aime pas ce genre d'étrangers qui viennent occuper notre pays. On a entendu dire que plusieurs

personnes, des petits commerçants, ont tué des conseillers russes à Kaboul et à Hérat également. Les « conseillers » ont peur du peuple, c'est pour ça qu'ils ne mettent jamais l'uniforme ».

Les bombardements

Les correspondants d'Aydinlik (quotidien marxiste-léniniste turc) ont vécu, à la base militaire de Chiguille, dans la province de Kanar, les bombardements effectués pendant deux heures consécutives par les Mig 19 soviétiques. Ils étaient à 500 mètres des portes de tirs anti-aériens.

Les guérilleros sont équipés de batteries anti-aériennes, de roquettes, pour descendre les Mig qui effectuent des bombardements.

Les guérilleros disent que le 27 avril 1978, ils n'avaient pas même un fusil entre les mains. Maintenant, ils ont récupéré beaucoup de matériel sur l'ennemi. Tout d'un coup, ils apprennent qu'arrive un Mig 19, les gens se cachent dans un abri. Tout de suite, ils commencent à siffler pour donner l'alarme. Ils sont dans un endroit rocheux. Ils commencent à parler, et plaisantent sur le pilote, s'il est russe, ils voudraient bien qu'il soit tombé pour voir l'identité...

Plus tard, ils ont vu un jardin qui était bombardé, à 700-800 mètres. Les militants ont commencé à crier pour se donner du courage l'un à l'autre.

Les mig russes ont bombardé à trente kilomètres à l'intérieur du front militaire, ils ont bombardé donc, les maisons d'habitation du peuple.

Plus tard, le guide vient avec un Kalachnikov (pistolet mitrailleur d'origine russe) s'enquêter de notre santé. Vers huit heures, tout est calme. Puis, ils aperçoivent des hélicoptères qui survolent à 1 000 mètres d'altitude, ils pensent que ceux-ci viennent contrôler les résultats du bombardement. A Chiguille, il y a 60 maisons, analogues, espacées de 50 à 100 mètres. Les guérilleros voient un Mig qui est à deux cents mètres d'altitude,

tout près de la rivière Konar, l'avion fait un contrôle très rapide et repart. Tout le monde a été surpris et n'a déclenché ni appareil photo, ni fusil.

Juste après cela, deux Mig encore viennent survoler la région du Nouristan.

DANS UN VILLAGE

Avec des Afghans, nous avons traversé la rivière Konar et sommes allés dans le village, dans la mosquée. Pas mal de femmes, et d'enfants étaient alors dans les

champs de maïs, où ils se cachent facilement dans des abris naturels dès qu'ils savent qu'il y a une attaque.

Nous avons rencontré un garçon de 21 ans, dont le père a donné dix mille roupies afghans pour qu'il se marie, mais il n'est pas encore marié. Nous lui demandons « quand est-ce que tu vas te marier ? ». Il répond : « Quand nous aurons créé notre République islamique à Kaboul. C'est ce jour-là que mon mariage se fera. »

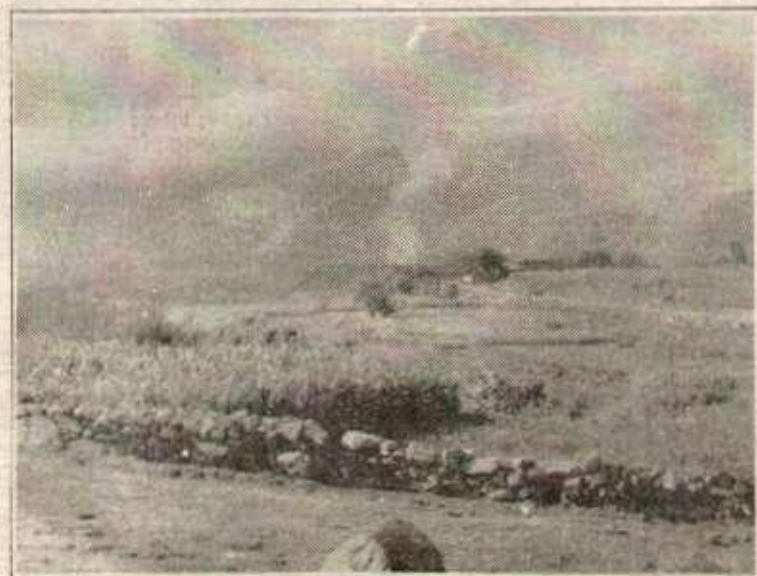
Les organisations de résistance

Il y a une dizaine d'organisations qui luttent contre les Soviétiques. Elles n'ont pas un programme commun pour lutter ensemble, donc pas d'organisation commune entre elles. Toutes les organisations ont un drapeau, une zone libérée. Parmi les organisations religieuses, les seules choses qui les séparent, ce sont les diverses interprétations du Coran. Les autres choses sont considérées comme vraiment secondaires. Les organisations sont de plus en plus organisées dans les campagnes, les zones rurales. Pour l'instant, dans les grandes villes, il n'a pas une organisation suffisante.

A part les organisations religieuses, il y a « Nation afghane », qui a été créée pendant la période de Daoud et qui est devenue le Parti social-démocrate d'Afghanistan. Là où il a le plus d'audience, c'est parmi les intellectuels qui vivent dans les villes. Ils ont déclaré la guerre contre le régime de Kaboul et l'URSS.

Autrement, des étudiants et intellectuels révolutionnaires, qui ont reçu une éducation à l'extérieur du pays, ont créé pendant la période de Daoud également - le « Parti communiste d'Afghanistan (marxiste-léniniste) », c'est le nom qu'on leur connaît parmi le peuple. Ils ne sont pas encore suffisamment organisés dans la masse du peuple. Il y a un autre groupe qui ressemble au parti révisionniste Drapeau. Mais on le considère comme une force d'appoint des révisionnistes. Ils sont pro-soviétiques tout en étant contre le régime de Kaboul.

Parmi les organisations religieuses, le plus grand parti a été créé après le coup d'État du 27 avril 1978. Ce sont des gens qui restaient de la période du régime parlementaire, qui l'ont créé. Les quatre principales organisations sont : communauté islamique, Révolution islamique, Front de Libération nationale, Parti islamique d'Afghanistan.



Chiguille - Une maison après le bombardement des MIG-19.